

SYRIE

Damas met en garde Washington contre toute nouvelle attaque

Le gouvernement syrien a mis en garde lundi les Etats-Unis contre toute nouvelle attaque américaine contre ses positions, affirmant que Washington provoquerait une «riposte» de Damas et de ses alliés.

«Nous ne serons pas surpris si les Etats-Unis mènent de nouvelles agressions en Syrie», a affirmé lors d'une conférence de presse à Damas Fayçal Moqdad, vice-ministre syrien des Affaires étrangères. «Mais ils doivent tenir compte des possibilités de riposte et doivent savoir que la réponse de la Syrie et de ses alliés sera différente de celle après la première attaque», a-t-il indiqué.

I y a une semaine, les Etats-Unis ont accusé Damas de préparer une nouvelle attaque chimique après celle en avril dernier à Khan Cheikhoun, dans le nord-ouest de

la Syrie imputée par Washington aux forces gouvernementales.

Washington, qui dit se baser sur une activité suspecte sur la base aérienne syrienne d'où était partie la précédente attaque, a menacé Damas de représailles.

L'avertissement a été «pris au sérieux par le régime d'Assad» selon le secrétaire à la Défense, Jim Mattis. L'attaque d'avril, démentie par Damas, avait poussé Washington à lancer 59 missiles de croisière contre une base militaire syrienne, soit la première attaque américaine contre le régime depuis le début de la guerre

en Syrie en 2011. Le gouvernement syrien et son allié russe avaient condamné l'attaque américaine mais n'avaient pas riposté militairement. L'administration de Donald Trump «veut montrer au monde qu'elle est forte et qu'elle peut frapper n'importe où», a ajouté M. Moqdad. «Bien sûr, les hommes fous peuvent frapper n'importe où», a-t-il ironisé.

Il a réitéré que Damas s'est débarrassé de ses armes chimiques. Un rapport publié vendredi par la mission d'enquête de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a assuré que des «personnes ont été exposées au sarin, une arme chimique» à Khan Cheikhoun.



Photo : DR

Dommages de la dernière attaque américaine en Syrie en avril 2017.

CRISE DU GOLFE

Le Qatar répond à ses voisins, ultimatum prolongé

Le Qatar, mis au ban pour son soutien présumé aux islamistes extrémistes et son rapprochement avec l'Iran, a remis lundi au médiateur koweïtien sa réponse officielle aux demandes de l'Arabie Saoudite et de ses alliés, qui ont accepté de prolonger de 48 heures leur ultimatum.

La réponse était contenue dans un message de l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani à l'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah. Sa teneur n'a pas été révélée.

La lettre a été remise en mains propres par le chef de la diplomatie du Qatar, cheikh Mohamed ben Abderramane Al-Thani, au cheikh Sabah, a indiqué un responsable du Golfe. A l'expiration dimanche à minuit de cet ultimatum de 10 jours, le Qatar a promis sa réponse pour lundi.

Le Koweït a ensuite demandé un délai supplémentaire de deux jours, que l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte ont accepté en indiquant dans un communiqué conjoint qu'ils allaient étudier et évaluer la conformité de Doha à leurs demandes avant de remettre leur propre réponse au Koweït.

Mercredi, les ministres des Affaires étrangères des quatre pays se réuniront au Caire pour faire le point et décider «des démarches ultérieures concernant le Qatar», selon les autorités égyptiennes.

Doha a jusqu'ici rejeté implicitement la liste de ses adversaires — exigeant notamment la fermeture de la télévision Al-Jazeera et d'une base militaire turque ainsi que la réduction des relations avec l'Iran — en la jugeant maximaliste et attentatoire à sa souveraineté.

«La liste des demandes est faite pour être rejetée», avait déclaré samedi le chef de la diplomatie qatarie : «l'Etat du Qatar (...) la rejette par principe», avait-il ajouté, à Rome.

Le président américain Donald Trump, qui s'en est pris par le passé au Qatar, a répété dimanche «l'importance de stopper le financement du terrorisme», un objectif qu'il juge «primordial», et «de discréditer l'idéologie extré-

miste», lors d'entretiens téléphoniques séparés avec le roi d'Arabie Saoudite, le prince héritier d'Abou Dhabi et l'émir du Qatar, selon un communiqué de la Maison Blanche.

Pour sa part, le ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel a appelé à un «dialogue sérieux» entre les acteurs de la crise, au début d'une tournée qu'il entame lundi en Arabie Saoudite et qui le conduira ensuite aux Emirats et au Qatar.

Riyad et ses alliés ont rompu le

5 juin avec l'émirat gazier l'accusant de soutenir «le terrorisme» et de se rapprocher de l'Iran chiite, rival régional du royaume saoudien. Doha a rejeté ces accusations, en refusant de se faire dicter sa politique étrangère.

Le petit émirat, riche de ses ressources gazières et aux ambitions sans limite, a toujours fait cavalier seul en politique étrangère, bien qu'appartenant au Conseil de coopération du Golfe (CCG).

La diplomatie, les médias et le sport sont les mamelles du statut que le Qatar s'est efforcé de bâtir et qui est devenu, au fil du temps, insupportable pour ses voisins.

L'ambassadeur des Emirats en Russie, Omar Ghobash, a prévenu cette semaine que de nouvelles

sanctions étaient possibles.

Outre une éventuelle suspension du Qatar au CCG, ses adversaires pourraient demander à leurs partenaires commerciaux de faire un choix : continuer à traiter avec eux ou avec le Qatar, a indiqué l'ambassadeur au quotidien britannique *The Guardian*.

Exaspérés par le soutien ouvert du Qatar aux islamistes en général et aux Frères musulmans en particulier et par le ton irrévérencieux d'Al Jazeera, ses voisins du Golfe avaient fait une première tentative il y a trois ans pour le faire rentrer dans le rang.

En 2014, le sommet de Ryad avait vu le jeune émir qatari Tamim promettre entre autres de renvoyer les figures islamistes

accueillies dans son pays et d'atténuer la tonalité jugée agressive par ses voisins d'Al Jazeera.

Mais hormis le départ annoncé de quelques figures islamistes, rien n'a changé, affirment les détracteurs de Doha.

Au début de crise actuelle, Doha a fait le dos rond en espérant que les pressions internationales feront fléchir ses voisins.

«Le Qatar s'engagera dans un dialogue constructif» avec ses adversaires «si leurs allégations sont soutenues par des preuves claires», a dit le 28 juin son ministre des Affaires étrangères.

Mais les Emirats ont prévenu que l'isolement du Qatar pourrait durer des «années» si les désaccords persistent.

MAROC

La contestation gagne les plages du Rif, vitrine touristique de la région

Les forces de l'ordre marocaines ont tenté dimanche de déloger les manifestants du mouvement Hirak, qui ont continué leur mouvement sur les plages d'Al Hoceima dans la région du Rif (nord) en scandant des appels à la libération des détenus et la démilitarisation de la zone, ont rapporté les médias lundi.

A Sfiha et Souani, des forces de l'ordre «casquées» et «bardées de leurs boucliers» ont tenté de déloger les manifestants-baigneurs, qui sur le sable et jusque dans l'eau ont continué à scander des appels à la libération des détenus, la démilitarisation de la région et la réalisation de leurs revendications socio-économiques, ont précisé les mêmes sources.

Jeudi, des dizaines de jeunes d'Al Hoceima ont organisé une marche de soutien au mouvement contestataire du Rif sur la plage Quemado, dont des vidéos ont été diffusées sur le web.

L'occasion pour eux de soutenir les prisonniers du Hirak, d'appeler à leur libération et de rappeler aux autorités les revendications socio-économiques légitimes de leur mouvement. Ils

l'ont fait depuis la mer où ils tenaient leur sit-in. Les autorités ont alors accouru sur les lieux pour y mettre un terme, a-t-on indiqué. Dans une des images sur les réseaux sociaux, on voit les forces de l'ordre former une sorte de mur. Dans une autre, on les voit, les bottes dans l'eau, faire face à des jeunes portant des maillots de bain.

Le Hirak a déplacé cette semaine le terrain de la manifestation à la plage, une innovation pour les mouvements sociaux au Maroc et des appels ont été lancés cette semaine en ce sens sur les réseaux sociaux.

Après les grands rassemblements sur la place principale d'Al Hoceima, les affrontements sur les hauteurs des quartiers chauds et les concerts de casseroles la nuit, les partisans du Hirak ont déplacé la contestation vers les plages, lieux symboliques de l'économie locale et vitrine touristique de la région.

Cela fait huit mois que la ville d'Al Hoceima et les localités avoisinantes, dont Imezouren, dans le nord du Maroc, sont le théâtre de manifestations populaires qui ne donnent aucun répit aux forces de l'ordre.

Ce mouvement social veut voir sa province dotée notamment d'une université et d'un hôpital spécialisé dans le traitement du cancer ainsi que des investissements pour permettre la

création d'emplois pour les jeunes chômeurs. Au lieu de prêter oreille à ces demandes et leur répondre favorablement, les autorités marocaines ont eu recours à la répression en interpellant plus d'une centaine de manifestants. Si une partie d'entre eux a été condamnée à des peines de prison allant jusqu'à 18 mois, les autres attendent leurs procès. En réaction à cette situation décriée à travers le monde, une coalition marocaine regroupant vingt-deux associations de défense des droits de l'Homme a dénoncé des arrestations abusives et l'usage excessif de la force lors des interventions des forces antiémeutes dans le Rif.

Aussi, malgré cette campagne de répression dénoncée au Maroc et par des ONG internationales, les manifestations se sont poursuivies à Al Hoceima, ces derniers jours, scandant notamment «nous sommes tous des Zefzafi», en référence au leader de la contestation du Rif, Nasser Zefzafi, suivies d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Depuis le 28 octobre et le décès d'un jeune marchand de poisson du pays, Mouhcine Fikri, broyé dans une benne à ordures alors qu'il tentait d'empêcher la destruction de sa marchandise saisie par la police, la mobilisation n'a jamais cessé à Al-Hoceima ainsi que dans plusieurs localités avoisinantes, touchant même la